Déclaration intersyndicale 1er degré de la Sarthe

Nous sommes plusieurs centaines de collègues en grève dans le département ce jour et nous avons le soutien des élu•es comme des parents d'élèves de nombreuses écoles concernées. D'après nos informations, une vingtaine d'écoles sont totalement fermées ce jour. Dans bien d'autres, le taux de grévistes atteint 75 %.

Des équipes sont en grève aujourd'hui car leur école risque de subir une fermeture. Bien souvent en étant simplement au seuil de fermeture ou juste au-dessous.

Saluons également la présence de nombreuses et nombreux collègues qui exercent dans des écoles ordinaires qui ne sont pas directement concernées, de même que des écoles de l'éducation prioritaire qui pourtant recevront des postes à la rentrée dans le cadre des dédoublements des CP et CE1 à 12.

Ce qui nous réunit toutes et tous, enseignant•es, parents, élu•es, dans cette journée de grève comme dans l'importante mobilisation qui a eu lieu lundi soir devant la préfecture avant que ne se tienne le CDEN, c'est l'injustice des mesures qui nous sont imposées. Prendre aux uns pour donner aux autres. Comme si certain•es avaient trop. C'est insupportable !

Disons-le clairement !!! Le président de la République et son ministre de l'Éducation Nationale, JM Blanquer, mettent en place une politique qui n'est pas financée.

Oui, il faut des moyens pour les écoles. Oui, il faut baisser de façon importante le nombre d'élèves par classe.

Mais, Monsieur le Ministre et Monsieur le Président de la République, il faut le faire dans toutes les classes et sur tout le territoire. De l'école Louis Pasteur à Mamers à l'école maternelle du Grand Lucé, des écoles de Sablé ou de Loué à l'école Jacques Prévet de La Ferté Bernard.

Oui il faut baisser le nombre d'élèves dans les écoles de REP comme à St Exupery à Sablé ou sur Allonnes.

Oui il faut baisser le nombre d'élèves dans les écoles de REP+ comme il faut baisser le nombre d'élèves pour les écoles qui sont exclues de l'Education Prioritaire. (Lucie Aubrac et Camille Claudel au Mans, Camus à Coulaines). **Nous refusons et dénonçons les fermetures prévues dans ces écoles qui relèvent de l'EP renforcée ! Ces mesures sont injustes.**

Oui, il faut des moyens pour les écoles, mais pas comme ça ! Nous refusons que nos écoles soient opposées entre elles. Nous refusons que les territoires soient ainsi opposés., Ce que nous revendiquons légitimement pour toutes les écoles, ce sont **de meilleures conditions d'accueil permettant la réussite de toutes et tous.**

Oui, il faut des moyens spécifiques pour l'éducation prioritaire, mais pas comme ça !

Comment peut-on se satisfaire par exemple, que des écoles maternelles du Mans ou d'Allonnes subissent des fermetures et voient l'an prochain leurs effectifs par classe augmenter, pour atteindre 29 voire 30 élèves par classe quand, dans le même temps, le dédoublement des CP va conduire dans certaines écoles, à des classes avec seulement 8 élèves !!!

Oui, il faut des moyens spécifiques pour l'éducation prioritaire, mais pas comme ça !

Comment peut-on se satisfaire que des écoles maternelles de REP+ ferment une classe car le dispositif d'accueil des moins de 3 ans n'est pas pris en compte, ce qui conduira l'an prochain à augmenter le nombre d'élèves de façon très importante. Et pendant ce temps là, dans les écoles alentours, il sera donné de 2 à 4 postes pour faire des classes de CE1 à 11 élèves.

Oui, il faut des moyens pour l'éducation prioritaire comme il faut des moyens pour toutes les écoles, à la ville comme la campagne. Il faut des moyens budgétés et supplémentaires.

La politique que mène ce gouvernement porte un nom : **C'est une politique « en trompe l'œil » masquant une austérité budgétaire inacceptable.**

Ainsi, l'école maternelle ne doit plus être une variable d'ajustement de la carte scolaire. Baisser les effectifs de la petite à la grande section devrait également être une priorité car elle est en élément fondamental dans la scolarité des élèves.

Un autre exemple : pour la rentrée prochaine, aucun moyen supplémentaire n'est prévu en Sarthe pour l'enseignement spécialisé. Une fois de plus, ce sont les élèves en grande difficulté scolaire et les élèves en situation de handicap qui seront les grands oubliés de la carte scolaire. **Là encore, c'est une mesure injuste.**

Nous revendiquons que des moyens supplémentaires soient débloqués dès maintenant pour la Sarthe comme pour tous les départements afin qu'une carte scolaire juste et équitable soit mise en œuvre partout en France.

L'Ecole mérite mieux que des annonces, des slogans tape-à-l'œil et des postures.

Oui baisser le nombre d'élèves par classe est un levier pour leur réussite. Mais ce qu'il faut, c'est le faire dans la justice et l'équité ! Certainement pas en opposant les gens.

Nous revendiquons que l'État donne enfin et véritablement les moyens aux enseignant•es. C'est une question de choix.

Voilà pourquoi, toutes et tous les enseignant•es présent•es ici, comme toutes celles et ceux qui n'ont pas pu se mettre en grève, refusent cette carte scolaire et le font savoir haut et fort !!!